



## **Réunion intersessionnelle 2022 du Processus de Kimberley Kasane, Botswana**

# **Discours d'ouverture de la Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley**

**20 June 2022**

**Dr. Michel YOBOUE, Coordinateur de la Coalition**

Son Excellence Monsieur Lefoko Moagi, Ministres des Mines et de l'Énergie du Botswana;

Monsieur Jacob Thamage, Président du Processus de Kimberley;

Monsieur Edward Asscher, Président du Conseil Mondial du Diamant;

Messieurs les Présidents des Groupes de travail du Processus de Kimberley ;

Messieurs les Points focaux des pays participants ;

Distingués invités, Mesdames et Messieurs en vos titres et qualités respectifs.

C'est un privilège pour moi de prendre la parole en ma qualité de nouveau coordonnateur de la Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley (CSC PK).

Je voudrais ici adresser mes sincères remerciements et ceux de la délégation de la Coalition de la Société civile au Gouvernement du Botswana et plus particulièrement à tous les organisateurs de cette rencontre intersessionnelle.

Merci pour cet accueil chaleureux dont a bénéficié les membres de notre délégation depuis notre arrivée à Kasane.

Distingués invités, Mesdames et Messieurs ;

À l'ouverture de cette réunion intersessionnelle, nos pensées vont à tous ceux qui souffrent au lieu de profiter de la richesse des diamants, que ce soit en Ukraine, en Afrique, dans les Amériques ou ailleurs dans le monde.

Pour la Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley, comme nous l'avons mentionné dans notre déclaration publiée la semaine dernière, l'incapacité du Processus de Kimberley (PK) à ne serait-ce que considérer s'il doit continuer à certifier les diamants russes comme exempts de conflits, réaffirme ce que nous dénonçons depuis des années : le système mondial de certification des diamants de la guerre n'est plus adapté. En effet, le silence du Processus de Kimberley sur la crise ukrainienne confirme que nous avons raison de contester l'affirmation selon laquelle les diamants de la guerre représentent moins de 1 % de l'ensemble des diamants en circulation dans le monde.

Les défis sans précédent auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, ne sont pas faciles à relever, mais signalent plus clairement la nécessité absolue d'un profond changement.

Nous réitérons notre appel aux participants du Processus de Kimberley à :

- Convenir enfin d'un **élargissement, attendu depuis longtemps, de la définition des diamants de conflits** afin d'inclure les diamants associés à une violence généralisée ou systématique et à de graves violations des droits de l'Homme, qu'elles soient commises par des groupes rebelles, des criminels, des terroristes, des forces de sécurité privées ou publiques ou des acteurs gouvernementaux ;
- **Suspendre la Fédération de Russie**, et donc cesser de certifier les diamants russes comme exempts de conflits, jusqu'à ce que la Russie mette fin de manière inconditionnelle à son agression à l'encontre de l'Ukraine ;
- Adopter un **programme de réforme profond et sérieux** qui, au minimum, mette fin au modèle de consensus étouffant et le remplace par un processus décisionnel plus souple. Le Système de Certification du Processus de Kimberley devrait en outre faciliter plutôt que compliquer les efforts en net accélération de l'industrie en matière de traçabilité. Cet objectif peut être atteint en réformant son système de certificats d'origine mixte qui contribue à brouiller l'origine de la grande majorité des diamants.

Ces dernières années, bon nombre de ces réunions se sont déroulées sous un contrôle limité du grand public. Lorsque ce rassemblement a échoué à plusieurs reprises à aboutir à un consensus sur des réformes indispensables, les médias grand public n'en ont que très rarement parlé. Mais aujourd'hui, alors que l'ampleur de la controverse sur les diamants russes met en lumière les lacunes du Processus de Kimberley, le monde entier observe et exige des réponses.

Les nombreux échanges de ces derniers mois, et l'expérience de tous les cycles de réforme qui ont échoué, ont montré que ceux qui s'opposent au progrès suivent une ligne dure. Pendant ce temps, la confiance dans ce processus ne cesse de diminuer, et seule une action décisive pourra mettre un terme à cette défiance. Par conséquent, les participants qui souhaitent que le Processus de Kimberley joue un rôle significatif dans la réduction des dommages et la maximisation des bénéfices liés à l'exploitation des mines de diamants - et nous savons qu'il s'agit de la grande majorité - devront également renforcer leur stratégie.

Le droit de veto dont disposent tous les participants au Processus de Kimberley n'a été utilisé que par une petite minorité pour bloquer le progrès au cours des deux dernières décennies.

Est-ce que cela est acceptable ? N'y a-t-il pas d'autre solution ? Le processus de Kimberley doit-il continuer à être gardé en otage par une minorité de ses participants ? Devons-nous vraiment tous nous contenter du plus petit dénominateur commun ? Avons-nous tant voyagé et tant dépensé pour nous retrouver dans une nouvelle impasse ? Il est clair que non.

Vous, participants, n'êtes pas obligés d'accepter un ordre du jour de cette réunion intersessionnelle qui n'inclut pas les questions qui vous préoccupent tous. Il nous faut aller de l'avant ! Relevons les défis qui se présentent à nous, sous peine d'être accusés de blanchir les diamants de conflits. L'heure du changement a sonné !

Et ces défis ne manquent pas ! Les enquêtes de terrain sur l'impact de l'exploitation minière des diamants que notre coalition a entreprise dans huit pays africains montrent clairement qu'il existe une marge de progression importante pour garantir une répartition plus équitable des richesses diamantifères, une professionnalisation et une organisation accrue du secteur de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle,

pour assurer de meilleures conditions de travail, défendre des droits de l'Homme et atténuer l'impact environnemental de l'exploitation minière des diamants.

Ces défis ne concernent pas seulement l'exploitation artisanale et à petite échelle. L'exploitation minière industrielle présente également des risques considérables pour la santé humaine et environnementale. L'énorme déversement de résidus à la mine de diamants de Catoca, il y a près d'un an, en est la douloureuse illustration. À ce jour, cette pollution affecte des milliers de communautés qui dépendent de l'eau contaminée pour leurs moyens d'existence. Des tests récents effectués par des universités en RDC et en Belgique ont démontré que l'eau contient encore des métaux toxiques en forte concentration tels que le nickel et l'uranium.

La situation en République centrafricaine est un autre défi majeur pour le Processus de Kimberley et qui continue de nous préoccuper. Nous continuons à recevoir des rapports sur les violations des droits de l'Homme commises par les forces de sécurité et les mercenaires russes. Ce contexte sécuritaire rend la surveillance indépendante par la société civile de plus en plus difficile, voire impossible. Il est donc d'autant plus important que le groupe d'experts de l'ONU puisse reprendre son travail sans entrave et ce, le plus rapidement possible.

Nous disposons dans cette salle d'une combinaison unique d'expériences et d'expertises pour relever ces défis. Et beaucoup d'entre nous font déjà un travail important dans cette direction. Nous sommes ravis que le Groupe de travail sur la production artisanale et alluviale commence à coopérer avec le programme Delve de la Banque mondiale pour garantir des politiques et une assistance pour l'exploitation artisanale et à petite échelle davantage fondées sur la preuve. Un autre exemple important est la coopération régionale dans l'Union du fleuve Mano, qui inspire maintenant des efforts similaires dans la région de l'Afrique centrale, deux initiatives qui se déroulent sous la direction du Groupe de travail sur la production artisanale et alluviale.

Ces efforts globaux jettent les bases d'un meilleur impact local de l'exploitation des diamants. À ce niveau également, des efforts importants sont déjà entrepris. En plus du programme GEMFAIR existant et réussi en Sierra Leone, nous félicitons le ministère des Mines de la RDC, le Conseil mondial du diamant d'Anvers, Everledger et DDI@Resolve pour avoir lancé un projet pilote de traçabilité de la production artisanale et à petite échelle dans la province du Kasai en RDC, appelé OrigemA.

Nous souhaitons également remercier l'Afrique du Sud et tous les membres de l'équipe pour le travail important réalisé lors de la visite d'examen au Zimbabwe. Il s'agissait de la première visite réalisée dans le cadre du système révisé d'examen par les pairs. L'équipe a fourni des efforts notables dans le suivi de plusieurs changements clés tels que les consultations avec la société civile et la remise du rapport final dans le délai de 30 jours.

Distingués invités, Mesdames et Messieurs ;

Face à des défis aussi nombreux, la Coalition de la Société Civile du Processus de Kimberley continue de travailler dur pour améliorer la gouvernance des diamants et protéger les droits des communautés affectées par l'exploitation des mines de diamants. Grâce au soutien de l'Union européenne, nous avons pu enregistrer des progrès considérables dans les 10 pays africains dans lesquels nous sommes actifs et au niveau régional. Mais il reste encore beaucoup de travail à faire.

C'est pourquoi nous sommes très heureux d'annoncer que le groupe de la Coalition de la Société Civile s'est à nouveau élargi.

Après une année d'adhésion en tant que membre associé, le Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CCRAG) de la République centrafricaine a rejoint le groupe en tant que membre à part entière.

Aussi, nous aimerions présenter nos deux nouveaux membres associés : Women in Mining de Sierra Leone et Botswana Watch de ce merveilleux pays hôte.

Distingués invités, Mesdames et Messieurs ;

Pour terminer, permettez-moi de vous rappeler à tous que ce processus à savoir le Processus de Kimberley est né dans la crise. Faisons en sorte que cette crise que nous traversons actuellement soit aussi le moment idéal de le rendre enfin apte à remplir sa mission.

Merci pour votre attention.



Dr. Michel YOBOUE pour la CSC PK  
[info@kpcivilsociety.org](mailto:info@kpcivilsociety.org)